



ALUBJ

Association Liaison Universelle pour le Bien-être des enfants et des Jeunes
Récépissé N°00000236601 - Tél. : 25 48 84 42 / 70 14 45 69 / 79 37 90 29
Burkina Faso - Ouagadougou - Arrondissement N°3 - Avenue Konkissé

RAPPORT GLOBAL DES ACTIVITES DE ALUBJ ANNEE 2019



TABLE DE MATIERE

I.	BREVE PRESENTATION D'ALUBJ	3
1.1.	Création, reconnaissance juridique et mission.....	3
1.2.	Vision et valeurs d'ALUBJ	3
1.3.	Cibles et zones d'intervention	3
1.4.	Distinctions honorifiques.....	3
II.	CONTEXTE GENERAL DANS LEQUEL INTERVIENT ALUBJ.....	4
2.1.	Sur le plan démographique	4
2.2.	Sur le plan épidémiologique.....	4
2.3.	Facteurs de propagation du VIH et des IST chez les jeunes et les TS.....	5
2.4.	Facteurs de vulnérabilité des usager.e.s de drogue (UD).....	5
2.5.	Les domaines d'actions d'ALUBJ.....	6
III.	ACTIVITES OPERATIONNELLES ET LEURS IMPACTS.....	7
3.1.	Projets et programmes mis en œuvre en 2019.....	7
3.2.	Information et échanges pour le cadrage des projets et programmes.....	7
3.3.	Activités de renforcement des capacités des acteurs de terrains.....	8
3.4.	Activités d'IEC/CCC	9
3.5.	Activités de dépistage des IST et du VIH/Sida et référence vers les structures de prise en charge	10
3.6.	Activités de coordination et de suivi / évaluation	11
3.7.	Bilan général des actions menées au cours de 2019	12
3.8.	Principaux impacts engendrés par les actions menées	13
IV.	COMMUNICATION ET VISIBILITE	13
V.	FONCTIONNEMENT DE ALUBJ EN 2019	14
5.1.	Rencontres statutaires	14
5.2.	Missions d'appui aux coordinations provinciales.....	15
5.3.	Situation des adhésions, avertissements et exclusions	15
VI.	RESUME DES EVOLUTIONS SIGNIFICATIVES ENREGISTREES EN 2019	15
6.1.	Au niveau des Ressources Humaines	15
6.2.	Au niveau des relations avec nos partenaires techniques et financiers et les responsables des sites d'intervention.....	15
6.3.	Apport des actions dans l'avancée de la stratégie des 3x90 prônée par l'ONUSIDA ..	16
6.4.	Au niveau des besoins.....	16
VII.	DIFFICULTES ET LEÇONS TIREES EN 2019	17
VIII.	PERSPECTIVES POUR 2020.....	17
	CONCLUSION	18
	REMERCIEMENTS.....	19
	ANNEXES.....	20

I. BREVE PRESENTATION D'ALUBJ

1.1. Création, reconnaissance juridique et mission

L'Association Liaison Universelle pour le Bien-être des enfants et des Jeunes (ALUBJ) a été créée le 06 octobre 2003 et reconnue officiellement dans la même année sous le récépissé N°**2003-551/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC**. Elle est à caractère social et à but non lucratif. Elle a renouvelé ses instances en 2012, 2015 et 2017. De nos jours, elle est reconnue sous le récépissé n°**N00000236601 du 31 août 2017** suivant la nouvelle loi 064 régissant la création des associations.

Elle s'est fixée pour mission d'œuvrer en étroite collaboration avec ses partenaires par le biais de l'éducation et de la santé afin de garantir l'épanouissement des enfants et des jeunes.

1.2. Vision et valeurs d'ALUBJ

La vision d'ALUBJ est de voir les enfants et les jeunes vivre dans un environnement paisible et harmonieux, favorable à leur épanouissement, à la jouissance de leurs droits en général et en particulier en matière de santé et d'éducation. Ses valeurs reposent sur :

- L'union entre les membres ;
- La solidarité ;
- L'épanouissement.

1.3. Cibles et zones d'intervention

Les cibles de l'association sont les suivantes :

- Les enfants et les jeunes en difficultés notamment ;
- Les Orphelins et Enfants Vulnérables ;
- Les travailleuses de sexe, les serveuses de maquis et bars,
- Les jeunes vendeuses ambulantes,
- Les jeunes filles domestiques,

L'ALUBJ est à caractère national. Elle intervient ainsi dans quatre régions du Burkina Faso à savoir les régions du **Centre**, du **Plateau Central**, du **Centre-Est** et celle du **Nord**.

1.4. Distinctions honorifiques

En **octobre 2011**, l'association a été décorée en tant que chevalier de l'ordre du Mérite de la Jeunesse et Sport et en **octobre 2014**, la nation Burkinabé a reconnu ses mérites et l'a élevé au grade de chevalier de l'ordre du mérite Burkinabé.

II. CONTEXTE GENERAL DANS LEQUEL INTERVIENT ALUBJ

2.1. Sur le plan démographique

Le Burkina Faso est un pays sub-saharien enclavé, à faible revenu (300 dollars par habitant est-ce le revenu annuel) et aux ressources naturelles limitées. La majorité de la population (77,30%) vit en milieu rural, de l'agriculture et de l'élevage. Les projections démographiques faites sur la période 2007-2020 (RGPH 2006, INSD) montrent que la population burkinabè croît à un taux de 3,1% par an et se caractérise par sa jeunesse (plus de 60 % de moins de 20 ans). Celle-ci serait 21 510 181 en 2020. Au regard de cette évolution, la problématique de la satisfaction des besoins sociaux de base des femmes et des jeunes (éducation, santé, réduction de la vulnérabilité face à l'infection à VIH et à la tuberculose, logement, etc.) demeure une préoccupation majeure.

2.2. Sur le plan épidémiologique

Selon le rapport ONUSIDA 2017 la prévalence moyenne de l'infection à VIH dans la population générale du Burkina Faso est estimée à 0,8% en fin 2016, dans un intervalle de [0,7-1,0]. Cette prévalence place le Burkina Faso parmi les pays à épidémie mixte, dans la mesure où l'on note une forte concentration de l'épidémie au sein de certains groupes cibles dont les travailleuses de sexe (TS).

Pour ce groupe, le rapport de cartographie programmatique, estimation de la taille et enquête bio comportementale parmi les populations clés notamment les Professionnel.le.s du Sexe (PS), Hommes ayant des rapports sexuels avec les Hommes (HSH), les Usager.ère.s de Drogue (UD) au Burkina Faso, réalisée en décembre 2017, indique une prévalence de 5,4% (258/4 784 TS enquêtées). Sur les 4 784 PS, 85,6% ont affirmé avoir déjà bénéficié du test de dépistage du VIH au cours de leur vie. De la même étude, il ressort que 34,1% des PS du Centre ont contracté une IST dans les 12 derniers mois. Selon le rapport d'étude MoT, de 2015, 13,92% des clients des TS sont responsables de la distribution de nouvelles infections. Les études ayant porté sur les TS en 2013 et 2017 ont mis en évidence une utilisation relativement faible du préservatif lors des relations sexuelles avec les partenaires réguliers non payants (39,1% en 2013 contre 51,7% en 2017). Les clients des TS se caractérisent par une faible exposition aux programmes de prévention dans la mesure où ils sont dispersés dans la population générale.

Selon le rapport de cartographie programmatique, estimation de la taille et enquête bio comportementale parmi les populations clés (PS, HSH, UD) au Burkina Faso, réalisée en décembre 2017, la prévalence du VIH chez les UD est de 1,0%. La même étude indique qu'au cours des 12 derniers mois, 43,5% des UD enquêtés affirmaient avoir fait l'objet d'un dépistage du VIH et 41,2% affirmaient avoir reçu les résultats du test. Plus de la moitié des UD soit 55,4% consommaient de produit psycho-actif depuis au moins 05 ans.

2.3. Facteurs de propagation du VIH et des IST chez les jeunes et les TS

Plusieurs facteurs favorisent la propagation du VIH et des IST dans le milieu des TS notamment avec l'écllosion des sites d'orpaillage formels et informels, l'accroissement de la prostitution clandestine, l'utilisation non-systématique du préservatif lors des rapports sexuels, la consommation d'alcool et de drogue. Par ailleurs, les problématiques spécifiques des TS sont liées à l'ignorance sur les mesures préventives et à la faible fréquentation des centres de santé. En plus, elles manquent souvent d'assurance et de compétences en communication. Elles sont également victimes de violences et manquent d'assistance en cas de difficultés de la part des répondants des sites. Aussi, notons que dans les zones d'intervention d'ALUBJ, on relève une forte implantation de maquis et bars/boîtes de nuit avec un recrutement continu de nouvelles jeunes filles en provenance de villages par les gérants des sites. L'ignorance, la peur et le manque d'instruction des filles sont autant de facteurs qui accentuent la vulnérabilité de ces jeunes filles face aux IST/VIH/Sida/ surtout quand on sait que leur statut peut à tout moment changer suite aux risques qu'elles prennent en se prostituant clandestinement en échange de cadeaux ou d'argent.

2.4. Facteurs de vulnérabilité des usager.e.s de drogue (UD)

Les problématiques spécifiques des UD sont liées à la mobilité inter-villes qui est significativement associée à la prévalence du VIH. A cela s'ajoute la méconnaissance des mesures préventives. Avec le regard de la société et l'ampleur de la répression, les UD se trouvent confrontés à la stigmatisation, à la discrimination et à la violence, donc obligés de dissimuler leur statut. Ainsi, leur méfiance à l'égard des services sanitaires entrave la prévention et la prise en charge du VIH et autre comorbidité. En outre, parmi les UD enquêtés, 14,5% déclaraient avoir déjà eu des rapports sexuels pour de l'argent. Cela pourrait s'expliquer par la précarité de leurs conditions de vie. Plus de 6 UD sur 10 reconnaissent avoir déjà eu des rapports sexuels avec des professionnel.le.s du sexe. Le multi-partenariat étant une réalité pour plus de la moitié des UD enquêtés, en témoigne la proportion de 58,1% d'UD qui déclare avoir eu plusieurs partenaires sexuels au cours des 12 derniers mois. Pour cette population cible, les résultats montrent que l'utilisation du préservatif n'est pas systématique lors d'un rapport sexuel. Ainsi, de façon générale, près de 7 UD sur 10 affirmaient avoir utilisé un préservatif masculin à chaque rapport sexuel ou avoir utilisé un préservatif lors du dernier rapport sexuel. En parallèle, plus de 1 UD sur 10 déclaraient avoir déjà eu un rapport sexuel anal sans utiliser un préservatif.

Pour apporter une solution dans la riposte contre le Sida, le SP/CNLS-IST a défini, à travers le cadre stratégique 2016-2020, trois axes prioritaires de lutte contre le VIH/SIDA qui sont :

- **Axe stratégique 1** : prévention de la transmission du VIH et des IST.
- **Axe stratégique 2** : Soins, traitements, protection et soutien des personnes infectées et affectées par le VIH

- **Axe stratégique 3** : gouvernance, financement de la réponse et gestion de l'information stratégique sur le VIH, le sida et les IST.

En matière de prévention des risques liés à l'usage de drogue, le Gouvernement a mis en place le Comité National de Lutte contre la Drogue (CNLD) qui a pour mission de lutter contre le trafic illicite et l'abus des drogues au Burkina à travers trois axes qui sont :

- **la prévention**: sensibilisation, information, éducation et formation
- **la répression** : saisies des produits des trafics illicites et traduction des auteurs devant la justice;
- **la prise en charge sanitaire** des usager.e.s de drogues (UD)
- **la réinsertion sociale** des usager.e.s de Drogue (UD).

2.5. Les domaines d'actions d'ALUBJ

Pour apporter sa contribution, ALUBJ a choisi les trois axes définis par le SP/CNLS-IST. A cet effet, elle soumet annuellement au SP/CNLS-IST son plan d'action de lutte contre le VIH/Sida. Pour ce qui concerne l'axe 1, les programmes mis en œuvre sont le programme de prévention ciblée et celui de l'Information Education communication / communication pour le Changement de Comportement (IEC/CCC) et la Santé Sexuelle et Reproductive / VIH (SSR/VIH) dont les activités vont à l'endroit des adolescents et des jeunes. Pour ce qui concerne l'axe 2, le programme concerné est celui du soutien et de la protection des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV). Enfin, pour le dernier axe, ALUBJ prend en compte le programme de gouvernance et de gestion de l'information stratégique et sollicite à cet effet un appui pour renforcer son fonctionnement. Pour répondre aux objectifs de la stratégie nationale 1 et 2, ALUBJ recherche aussi des financements à l'extérieur pour venir en aide aux groupes à risque à savoir les Travailleuses du Sexe (TS) et les Usagers.ères de drogues. A cet effet, elle initie des projets et programme au profit de ces groupes à haut risque face au Sida et pour la mise en œuvre de ces actions, elle bénéficie du soutien des organisations internationales Solidarité Sida, la Fondation de France et la Plateforme Elsa, toutes basées en France.

Dans le domaine de la réduction des risques, elle mène des actions de prévention primaire à l'endroit des jeunes n'ayant pas encore été en contact avec la drogue. Ces dernières années, ALUBJ a mené ses activités avec un accent particulier sur la promotion de la Réduction des Risques liés à l'usage des drogues (RdR). N'étant pas une structure de prise en charge, elle réfère les cas positifs de VIH et les usagers.ères de drogues - surtout ceux ayant des problèmes de santé - vers les structures de prises en charges pour bénéficier de traitement. Elle travaille en étroite collaboration avec le Secrétariat Permanent du Comité National de lutte contre la Drogue au Burkina (SP/CNLD) et elle bénéficie de l'accompagnement de l'ONUSIDA et de la CEDEAO pour ses actions.

III. ACTIVITES OPERATIONNELLES ET LEURS IMPACTS

3.1. Projets et programmes mis en œuvre en 2019

Au cours de cette année, quatre (4) différents projets/programmes ont été mis en œuvre avec l'appui des partenaires de l'ALUBJ. Le tableau ci-dessous précise les projets exécutés ainsi que les périodes et les partenaires financiers.

N°	Titre du projet ou programmes mise en œuvre en 2019	Période de mise en œuvre	Partenaires financier
01	Renforcement des actions préventives et du suivi médical au profit des jeunes filles en situation de Vulnérabilité face aux IST/VIH/Sida,	De janvier 2019 à décembre 2019	Association Solidarité Sida
02	Projet de renforcement de capacité des acteurs de terrains pour une intervention efficace en matière de lutte contre les IST/VIH/SIDA au profit des jeunes évoluant dans les milieux à risque	De janvier 2019 à décembre 2019	Fondation de France
03	Campagne de dépistage du VIH auprès des jeunes de l'arrondissement N°3 de Ouagadougou	D'octobre 2019 à décembre 2019	PAMAC
04	Plan d'action 2019 de lutte contre le VIH, le sida et les IST auprès des adolescents et jeunes	De novembre 2019 à décembre 2019	SP/CNLS-IST

3.2. Activité d'information/plaidoyer pour accompagnement des projets

Au cours de l'année 2019, sept (7) rencontres d'information, de plaidoyer et de cadrage des actions liées à la mise en œuvre des projets et programmes ont été réalisées. Au niveau de la région du centre, les rencontres réunissaient une vingtaine de participant.e.s composés des membres de l'association, des paires éducatrices et des gérants de sites. Au niveau des coordinations provinciales, ces rencontres ont surtout porté sur les informations et échanges sur l'organisation des campagnes de dépistage du VIH et la mise en œuvre du projet soutenu par la Fondation de France. Ces rencontres ont permis aux membres participant.e.s d'être informé.e.s sur les dates de démarrage, le contenu des activités et les stratégies de mise en œuvre et surtout les attentes auprès de chaque acteurs pour accompagner les actions..

Actions	Nombre d'activités		Nombre personnes informées	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Finalemement présent
Rencontre d'information sur la mise en œuvre du projet financé par Solidarité Sida	01	01	20	
Rencontre d'échange/plaidoyer avec les responsables des gérants des sites et des autorités locale dans le cadre de la mise en œuvre du projet financé par Fondation de France	01	01	20	

Information sur la mise en œuvre du Plan d'action avec le SP/CNLS-IST	01	01	20	
Information sur la réalisation de la campagne de dépistage au VIH	04	04	38	

Sources : Listes de présences des rencontres.



Rencontre d'information et de plaidoyer à l'endroit des gérants de sites et les autorités administratives et coutumière dans le cadre du projet financé par la Fondation de France.

3.3. Activités de renforcement des capacités des acteurs de terrains

En ce qui concerne les activités de renforcement de capacités des membres et acteurs de mise en œuvre, un accent particulier a été mis sur le plaidoyer et les stratégies d'intervention dans les milieux à risques en matière de lutte contre le VIH/Sida. Ces modules ont été très appréciés par les bénéficiaires surtout les nouveaux adhérents qui n'étaient pas encore intervenus dans les milieux tels que le milieu des travailleuses de sexe. Après leur formation, les bénéficiaires ont été responsabilisés pour mener des activités d'IEC/CCC dans les sites de prostitution et cela a permis à de nouveaux membres de prendre conscience des problématiques rencontrées par les TS. Le tableau ci-dessus présente le nombre d'activités réalisées ainsi que les indicateurs.

Contenu des formations	Activités		Indicateurs							TOTAL
	prévue	Réalises	prévus	Réalisé (Nombre de personnes touchées par sexe et par tranche d'âge)						
				Inférieur à 15 ans		15 - 24 ans		25 ans et plus		
				H	F	H	F	H	F	
Le respect des droits des jeunes filles en matière de santé et leur protection face aux	01	01	20	00	00	02	00	11	03	16

violences										
Les techniques d'animation et de communication en matière de lutte contre les IST/VIH/sida et la promotion de la santé sexuelle et reproductive	01	01	10	00	00	00	03	00	07	10
Le plaidoyer et stratégie de mobilisation communautaire	01	01	14	00	00	00	02	06	06	14
Technique d'approche et d'intervention dans les milieux à risques	01	01	20	00	00	05	08	00	07	20
TOTAL DES PERSONNES TOUCHEES				00	00	07	13	17	23	60

Sources : Termes de références et listes de présences des formations



Formations des animatrices et PE sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et le VIH dans le cadre du projet soutenu par Solidarité Sida



Formation sur le Plaidoyer et les stratégies de mobilisation communautaire en matière de lutte contre le Sida avec l'appui de Fondation de France

3.4. Activités d'Information Education et Communication/Communication pour le Changement de comportement (IEC/CCC)

Les activités d'IEC/CCC ont été organisées dans le cadre de la mise en œuvre des projets financés. Les thèmes abordés dans le domaine de la prévention des IST/VIH/Sida ont porté sur les modes de transmission, les moyens de préventions, la solidarité à l'endroit des PV/VIH, la non-discrimination, les techniques de port de condoms et les thèmes transversaux en lien avec la santé des jeunes notamment les grossesses précoces, les violences et bien d'autres. La conférence publique a porté sur la prévention des risques liés à la consommation des drogues. L'accent a été mis sur les aspects portant sur comment accompagner un usager de drogue, l'importance de la réduction des risques liés à l'usage de drogue et les comportements à adopter pour réussir à l'école. Le tableau ci-après illustre les activités réalisées et les indicateurs.

TYPE D'ACTIVITE	Activités		prévu	Indicateurs						TOTAL
	prévus	réalisés		Réalisé (Nombre de personnes touchées par sexe et par tranche d'âge)						
				25 ans et plus		15 - 24 ans		Inférieur à 15 ans		
				H	F	H	F	H	F	
Séances de jeu « Sans tabou »	70	70	700	90	93	66	333	0	0	582
Causeries éducatives	127	127	1764	160	301	239	734	0	0	1434
Projections de film	43	43	645	15	41	64	235	0	0	355
Conférence publique	1	1	0	1	1	92	58	0	0	152
Sorties de promotion et distribution de préservatifs	12	12	450	28	18	116	319	0	0	481
TOTAL DES PERSONNES TOUCHÉES				294	454	577	1679	0	0	3004

Sources : Fiches de rapports par activité



Séances de sensibilisation des jeunes filles sur les IST/VIH/Sida à l'occasion de la JMS 2019.

3.5. Activités de dépistage des IST et du VIH/Sida et référence vers les structures de prise en charge

Au niveau du dépistage du VIH, au total 24 personnes sont dépistées séropositives (dont 23 femmes et 01 homme) contre 13 cas en 2018. Parmi ces personnes, 8 étaient déjà suivies et les 16 autres découvrent pour la première fois leur séropositivité. 100% des cas sont référés et suivent les traitements dans les structures de prise en charge contre

75% en 2018. Ces cas ont été identifiés dans les milieux prostitutionnels confirmer le fait que le taux élevé de la prévalence au niveau cette cible.

TYPE D'ACTIVITE	Activités		Nombre de personnes prévues	Indicateurs						TOTAL
	prévues	Réalisées		Réalisés (Nombre de personnes touchées par sexe et par tranche d'âge)						
				Inférieur à 15 ans		15 - 24 ans		25 ans et plus		
				H	F	H	F	H	F	
Dépistage des IST	02	02	250	00	00	00	226	00	24	250
Dépistage du VIH	09	09	5 500	50	77	1330	2063	613	692	4825
Personnes dépistées séropositif				01	16	00	07	00	00	24

Sources : Fiches de rapports globaux du dépistage du VIH.



Sortie de dépistage du VIH dans le cadre de la mise en œuvre du projet soutenu par Solidarité Sida

3.6. Activités de coordination et de suivi / évaluation

Pour le suivi et l'évaluation des activités, différents types d'activités ont été réalisés. Ces activités ont concerné des sorties de supervision terrain, des rencontres bilan, un focus group et des sortie de suivi conjoint des activités. Ces actions ont permis aux bénéficiaires de s'exprimer sur le déroulement des actions. Les superviseurs ont saisi l'occasion pour apporter des recommandations et des conseils aux acteurs de mise en œuvre des activités et cela dans le sens d'améliorer les interventions en faveur des bénéficiaires. Les indicateurs prévus et réalisés sont illustrés dans le tableau ci-dessous

TYPE D'ACTIVITE	Indicateurs prévus	Indicateurs réalisés	Observations
Suivi/supervision	75	75	Ces supervisions ont été assurées par ALUBJ
Rencontre bilan	04	04	03 rencontres trimestrielles et une rencontre de bilan final ayant connu la participation de 19 personnes dont des responsables de sites, administratifs, communaux et associatifs.
Focus group	01	01	15 jeunes filles bénéficiaires ont pris part au focus groupe
Suivi conjoint	34	34	33 activités ont été suivies conjointement avec les formateurs des acteurs de terrain et 01 activité avec l'antenne régionale du centre du SP/CNLS-IST.
TOTAL	114	114	

3.7. Bilan général des actions menées au cours de 2019

Les rencontres d'information et d'échange pour le cadrage des actions visent à partager avec les membres les informations relatives à la mise en œuvre des projets financés et inviter chacun à prendre des dispositions pour accompagner les actions. Pour les activités de renforcement de capacités, il a été observé 4 absences liées au fait que certaines PE n'ont pas pu terminer la formation pour des raisons de santé et une pour problème de décès au sein de sa famille. Pour les animations de proximité, l'écart de 555 personnes n'ayant pas permis d'atteindre les 3 559 personnes a été occasionné par les fermetures temporaires et parfois définitives de certains sites par manque de profit. Ces fermetures entraînaient parfois la migration de certaines TS vers de nouveaux sites. Enfin, pour les activités de suivi/évaluation, il ne s'agit pas de toucher des personnes mais plutôt d'évaluer des activités. Ce qui explique le non renseignement des cases sur cette ligne.

TYPES D'ACTIVITES	Activités		Nombre de personnes prévues	Indicateurs réalisés						TOTAL
	Prévus	Réalisés		Nombre de personnes touchées par sexe et par tranche d'âge						
				Inférieur à 15 ans		15 – 24 ans		25 ans et plus		
				H	F	H	F	H	F	
Dépistage	09	09	7 000	50	77	1330	2063	613	692	4 825
Information et Plaidoyer	07	07	25	00	00	04	08	08	05	25
Renforcement de capacités	4	4	64	0	0	7	13	17	23	60
Animation de proximité	253	253	3 559	0	0	577	1679	294	454	3 004
Suivi/évaluation des activités	114	114		-	-	-	-	-	-	-

3.8. Principaux impacts engendrés par les actions menées

A travers les actions menées au cours de l'année 2019, des impacts positifs ont été engrangés. Ces impacts se résument de la façon suivante:

- A travers la mise en œuvre du projet « Renforcement des actions préventives et du suivi médical au profit des jeunes filles en situation de Vulnérabilité face aux IST/VIH/Sida » financé par Solidarité Sida, les actions ont eu un impact sur les rapports sociaux hommes-femmes. En effet, la poursuite de nos activités a engendré visiblement une prise de conscience sur la nécessité de s'impliquer dans les questions liées à la protection et la santé des filles chez les gérants des responsables de sites. Au niveau des gérants, ils s'intéressent davantage au bien-être des jeunes filles, et les jeunes filles se préoccupent désormais plus de leur santé et vont aux centres de santé d'elles-mêmes pour demander des suivis, même au-delà de leur référence et des prestations fournies par l'association. Les visites médicales à domicile ont tout de même continué et contribué à renforcer le lien entre les agents de santé et les bénéficiaires.
- Pour les cas de violence, nous constatons une évolution positive. En effet, au démarrage du projet financé par exemple par la Fondation de France, nous avons 16 maquis ciblés au sein desquels nous avons récolté les informations sur les cas de violences. Dans ces sites, 14 ont connu des cas de violences et seulement 02 n'en n'ont pas enregistrés. Ces violences sont d'ordre physique, sexuel et verbal et s'établissent à en moyenne 07 cas de violences par mois, toute sorte de violences confondues. Les données recueillies à mi-parcours indiquent une baisse considérable des cas de violences. Il s'agit principalement de cas de violences verbales. Ainsi, on note 03 cas de violences en moyenne par mois contre 07 au départ.
- En outre, face à la discrimination et à la stigmatisation qui entravent l'accès aux services de santé, la prévention et la prise en charge des IST et du VIH au profit des jeunes filles, nous pouvons noter que les actions menées ont permis d'atténuer ces problématiques. En effet, 99% des gérants de sites formés adhère aux activités et contribue à la protection des jeunes filles. Par exemple, 05 cas de violences ont été signalés par les gérants eux-mêmes, ce qui n'était pas le cas avant le démarrage du projet. Aussi, les sensibilisations ont contribué à l'accessibilité des jeunes filles aux centres de santé ;
- On note également une bonne évolution de l'état de santé des jeunes filles et une prise de conscience car en plus de s'intéresser au dépistage du VIH, elles proposent l'inclusion du dépistage de l'hépatite B et du cancer de col de l'utérus (suggestions recueillies du focus group). En outre, la discrimination et la stigmatisation entravent leur accès aux services de santé, la prévention et la prise en charge des IST et du VIH à leur profit. Ces problématiques ont évolué car 99% des gérants de sites formés adhère aux activités et contribue à la protection des jeunes filles. Par exemple.

IV. COMMUNICATION ET VISIBILITE

Tout comme l'année précédente, les actions de cette année ont connu une bonne visibilité grâce aux différentes publications via des médias en ligne. Trois (3) activités

réalisées par ALUBJ ont été relayées par deux médias différents. Ces activités sont les suivantes :

- La formation des leaders d'association en plaidoyer et stratégies de mobilisation communautaire des décideurs dans le cadre de la mise en œuvre du projet soutenu par Fondation de France. Deux publications en ligne ont été réalisées à cet effet. Deux liens conduisent à ces publications. Le premier est: <http://www.infobf.net/component/k2/item/1267-plaidoyer-et-strategies-de-mobilisation-communautaire-des-decideurs-l-alubj-renforce-les-capacites-de-14-leaders> et le second est <https://netafrique.net/plaidoyer-et-des-strategies-de-mobilisation-communautaire-des-decideurs-lalubj-renforce-les-capacites-de-14-leaders/>
- La formation des paires éducatrices en techniques d'animation et de communication en matière de IST/VIH/SIDA et de santé sexuelle et reproductive dans le cadre de l'exécution du projet soutenu par Solidarité Sida. Le lien conduisant à cette publication est <https://netafrique.net/techniques-d-animation-et-de-communication-en-matiere-de-ist-vih-sida-et-de-sante-sexuelle-et-reproductive-dix-paires-educatrices-renforcent-leurs-capacites/>
- L'atelier de renforcement de capacités des animateurs.trices en stratégies d'intervention en matière de lutte contre le sida dans les milieux à risque. La publication en lien avec cette activité est la suivante : <https://netafrique.net/lutte-contre-le-vih-sida-dans-les-milieux-a-risque-lalubj-renforce-les-capacites-des-ces-animateurs/>

En plus des publications via les médias en ligne, les activités d'ALUBJ ont été très visibles à travers l'animation de sa page Facebook : [ALUBJ burkina](#). En somme, soixante-douze (72) publications via la page Facebook de ALUBJ Burkina ont été réalisées. En plus de cela, les coordinations provinciales ont également publié et relayé des publications des activités de ALUBJ et ces publications ont permis aux populations de suivre les activités de l'association, d'encourager les acteurs et parfois d'interagir. Le lien permettant la visite des publications est : <https://web.facebook.com/alubj.burkina/timeline?lst=100012512417873%3A100012512417873%3A1584700842>

V. FONCTIONNEMENT DE ALUBJ EN 2019

5.1. Rencontres statutaires

Au cours de l'année 2019, il a été réalisé six (6) rencontres statutaires et dix-neuf (19) rencontres des membres de la Direction Exécutive. Les rencontres entre les membres du Bureau ont essentiellement porté sur le fonctionnement et la planification des activités de la Direction Exécutive. Les rencontres de la Direction Exécutive ont concerné les actions écoulées et celles prévues pour la semaine en cours. Il s'agit, pour chaque chargé de projet, de faire un bref bilan des actions de la semaine précédente avant que la rencontre ne se poursuive avec celles prévues pour la semaine en cours. Au cours de chaque rencontre, une liste de présence et un procès-verbal sont établis pour permettre un bon suivi de l'évolution des actions et des décisions prises ainsi que des tâches assignées à chaque responsable de projet.

5.2. Missions d'appui aux coordinations provinciales

Au cours de l'année 2019, le Bureau Exécutif et la Direction Exécutive ont réalisé des missions d'appui aux coordinations provinciales. En sommes six missions ont été réalisées. Ces missions ont parfois concerné le suivi et la supervision des activités menées tandis que d'autres ont permis échanger sur le fonctionnement de la coordination. Ces missions ont permis d'apporter des appuis et conseils aux responsables des coordinations et de mener parfois des plaidoyers auprès des autorités locales afin qu'elles puissent appuyer les actions de nos coordinations provinciales.

5.3. Situation des adhésions, avertissements et exclusions

En fin 2019, ALUBJ compte 30 membres dont sept (7) nouveaux.

VI. RESUME DES EVOLUTIONS SIGNIFICATIVES ENREGISTREES EN 2019

Au cours de l'année, des évolutions significatives ont été enregistrées à différents niveaux.

6.1. Au niveau des Ressources Humaines

Au niveau des Ressources Humaines (RH), le soutien de Fondation de France a permis de recruter un comptable pour le projet. Cette année, de nouveaux membres qui n'avaient pas de compétences en matière d'intervention dans les milieux à risque ont pu bénéficier de formation. Ce qui augmente le nombre d'acteurs de mise en œuvre en matière d'intervention auprès des TS dans les milieux à risques.

Enfin, au niveau des membres de ALUBJ, contrairement à l'année précédente, il a été noté un accroissement des adhésions au sein de l'association. Au niveau des interventions et des zones de couvertures des projets

Grâce aux formations reçues par les membres à travers les projets financés, il a été constaté une amélioration des prestations en matière d'intervention en faveur des jeunes évoluant dans les milieux à risque.

Aussi, en matière de prévention des risques liés à l'usage de drogue, l'association prône désormais une intervention axée sur la Réduction des Risques (RdR liés à l'usage des drogues). Ce qui a conduit à une réorganisation de l'organigramme de l'association pour prendre en compte ce volet.

Enfin, à travers le soutien de la Fondation de France, l'ALUB est parvenue à étendre ses actions de lutte contre le VIH/Sida dans les milieux à risque dans la province du Kouritenga et au niveau de la région du centre, dix (10) nouveaux sites d'intervention ont été bénéficiaires des actions de l'association au cours de l'année.

6.2. Au niveau des relations avec nos partenaires techniques et financiers et les responsables des sites d'intervention

A travers les actions, le contexte dans lequel l'association évolue a connu une évolution. En effet, après les actions de plaidoyer qui ont permis aux gérants des sites ciblés de s'intéresser aux questions de santé des jeunes filles qu'ils emploient, ces gérants ont réaffirmé davantage leur engagement en autorisant que les animateurs formés sensibilisent les jeunes filles au sein de leurs sites. Leur accompagnement pendant la mise en œuvre des activités a été effectif à tous les niveaux car les différents acteurs formés ont pu accéder librement aux jeunes filles pour mener les actions préventives.

Aussi, à travers le projet soutenu par Fondation de France, les actions ont permis le renforcement de la collaboration avec de nouveaux gérants de site grâce au soutien de la Fondation de France.

Pour le dépistage, la relation avec le PAMAC a été renforcée car, toutes les coordinations d'ALUBJ ont bénéficié du soutien de cette structure pour mener des actions dans les provinces où elles interviennent.

En ce qui concerne les relations avec le SP/CNLS-IST, le niveau de financement du plan d'action annuel de ALUBJ dans la région du centre est resté constant. Cependant, à cause de la rareté des ressources, aucune de nos coordinations provinciales n'a pu bénéficier du soutien du SP/CNLS-IST cette année.

6.3. Apport des actions dans l'avancée de la stratégie des 3x90 prônée par l'ONUSIDA

Le projet contribue à cette stratégie car avec les actions de dépistage du VIH en stratégie avancée, 1 499 personnes connaissent leurs statuts sérologiques dont 551 faisaient pour la 1ère fois un test de dépistage VIH. Les sensibilisations de proximité ont contribué à cette activité à travers les thèmes y afférents (objectif 1). Par le dépistage, 100% des cas positifs détectés sont référés vers les structures de prise en charge et sont mis sous traitement ARV (objectif 2). Au niveau des structures de prise en charge, le suivi médical des patients a contribué à leur rétention et à la suppression de la charge virale de 05 personnes soit 83,33% (objectif 3);

6.4. Au niveau des besoins

En ce qui concerne les besoins, la mise en œuvre du projet a permis une amélioration significative du contexte. Pour le besoin relatif au renforcement de capacités des membres des associations en matière de lutte contre le Sida dans les milieux à risque, la tenue de la formation des animateurs et animatrices en techniques d'approches et de communication en matière de lutte contre le sida dans les milieux à risque a permis le renforcement des capacités de 20 animateurs. Les bénéficiaires de cette formation sont désormais outillés de compétences sur les stratégies d'intervention en milieu prostitutionnel et ils parviennent à intervenir dans les milieux à risque pour mener des actions préventives auprès des jeunes filles vulnérables face aux IST/VIH/Sida.

Un autre besoin est celui de la poursuite de l'accompagnement des jeunes filles en matière de sécurité et de santé. A cet effet, une collecte d'informations entrant dans ce cadre est réalisée dans les sites d'intervention et ce, auprès des jeunes filles mais aussi auprès des gérants/responsables pour s'assurer de la bonne évolution des activités. Jusque-là nous notons une amélioration de la participation des gérants et responsables de sites à l'épanouissement des jeunes filles en milieux à risques.

VII. DIFFICULTES ET LEÇONS TIREES EN 2019

Pour difficultés rencontrées, quelques leçons ont été tirées, il s'agit des suivantes:

- Le renouvellement de certains gérants des sites, qui entraîne parfois de nouvelles démarches pour expliquer aux nouveaux venus les actions antérieures, menées dans le cadre du projet. En effet, certains gérants sont renouvelés et n'ont pas bénéficié d'information de la part de ceux qu'ils remplacent sur les actions menées. Cela fait que certains sont réticents. **L'adhésion et l'accompagnement des responsables des sites d'intervention s'avèrent donc capital et il est nécessaire de renforcer le plaidoyer à l'endroit de ces acteurs clés ;**
- Dans le domaine des actions de prévention de la consommation des drogues en milieu jeune, la répression ne facilite pas la détection des jeunes usagers. Aussi, certains parents d'élèves consommateurs refusent d'envoyer leurs enfants au CHU Yalgado OUEDRAOGO car pour eux, les conditions et les services offerts ne répondent pas à leurs attentes. Face à cette situation, **le programme de prévention sera plus efficace si un centre spécialisé de prise en charge des usagers de drogues est créé.** Cependant, il est important de mettre l'accent sur la sensibilisation et la prise en charge des usagers à travers le développement de programmes de réduction des risques liés aux usages des drogues;
- Difficultés de mobilisation de ressources pour le complément des frais d'exams biologiques et la prise en charge des IST car c'est en fin d'année que le cofinancement attendu du SP/CNLS-IST a été reçu. A cela s'ajoutent l'insuffisance de ressources pour répondre aux besoins des bénéficiaires (dépistage du VIH, de l'hépatite B, du cancer du col de l'utérus), la difficulté liée à la gestion des cas de violences et celles liées à la recherche des perdus de vue. **Il conviendra donc de poursuivre la diversification et la recherche de financements ainsi que la mise en œuvre de partenariats opérationnels.**

VIII. PERSPECTIVES POUR 2020

En termes de perspectives pour l'année 2020, l'ALUBJ envisage :

- La poursuite du renforcement de capacités des membres des coordinations provinciales sur le fonctionnement de la vie associative et la gestion ;
- La recherche de financement pour la création d'un site web propre à l'ALUBJ et la mise en exécution complète du Plan Stratégique de l'ALUBJ ;
- La recherche d'un financement pour le développement d'un programme de réduction de risques liés à l'usage de drogue;
- La poursuite de la recherche de nouveaux financements auprès d'autres partenaires ;
- Le renforcement du partenariat avec d'autres structures sœurs de prise en charge pour une complémentarité d'actions et une satisfaction parfaite de nos bénéficiaires ;
- Le développement de stratégies pour la mise en place d'un mécanisme de référence efficace des jeunes dépistés positifs,
- Le renforcement du plaidoyer auprès des gérants de sites pour leur bonne implication dans le suivi-médical des jeunes filles.

CONCLUSION

Malgré les difficultés rencontrées, nous notons un sentiment de satisfaction au regard des résultats engrangés tant au niveau des activités réalisées que dans le renforcement du fonctionnement de l'association. Ces résultats sont rendus possibles grâce à l'accompagnement de nos partenaires techniques et financiers, au dynamisme des membres de l'ALUBJ et de l'ensemble des acteurs de mise en œuvre des activités.

Même si des résultats importants ont été engrangés, nous tenons toujours à rappeler aux gérants de sites et aux TS la disponibilité de la Brigade Régionale de la Protection de l'Enfance et l'ONG Keogo à les soutenir surtout et en cas de violence. En cas de problème de santé, le CMU est alerté et les références sont plus simples au vu de notre collaboration. Toutes ces actions concourent à protéger les jeunes filles contre l'infection à VIH vu que les IST constituent une porte d'entrée du virus ; mais aussi à un éveil de conscience vis-à-vis de leurs droits surtout celui de se sentir égal aux autres en termes de droit.

Tout compte fait, la prise en compte des leçons tirées et la recherche de voies et moyens pour la mise en œuvre du plan stratégique de ALUBJ permettra la bonne marche des actions à venir et de continuer à apporter une réponse de qualité en matière de lutte contre le VIH/SIDA et pour le bien-être des enfants et des jeunes.



NOS REMERCIEMENTS

L'équipe d'ALUBJ adresse ses sincères remerciements à ses partenaires techniques et financiers, ses réseaux d'affiliation et à toutes les personnes de bonne volonté qui n'ont ménagé aucun effort pour lui apporter des soutiens. Particulièrement, elle remercie les partenaires suivants :



Association Solidarité Sida



Région de l'Occitanie



Fondation de France



Plateforme Ensemble luttons contre le Sida en Afrique (ELSA)



Secrétariat Permanent du Conseil National de lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement transmissibles (SP/CNLS-IST)



Secrétariat Permanent du Comité National de lutte contre la Drogue (SP/CNLD)



Partenariat d'appui au monde Associatif et Communautaire (PAMAC)

ANNEXES

Publications par des médias en ligne sur les activités réalisées en 2019

<https://netafrique.net/techniques-danimation-et-de-communication-en-matiere-de-ist-vih-sida-et-de-sante-sexuelle-et-reproductive-dix-paires-educatrices-renforcent-leurs-capacites/>

Techniques d'animation et de communication en matière de IST/VIH/SIDA et de santé sexuelle et reproductive : Dix paires éducatrices renforcent leurs capacités

Date: 29, mars 2019

dans: [Burkina Faso](#), [Société](#)



[Envoyer un commentaire](#)

Dans le souci de réduire l'infection des IST/VIH/SIDA chez les jeunes filles des milieux évoluant dans les milieux à risque par la prévention et le suivi médical à travers des actions de dépistage du VIH, de visites médicales et de sensibilisation de proximité avec une implication des bénéficiaires dont les paires éducatrices, une formation a été organisée à leur intention du 22 au 24 mars 2019 s'est tenu à Ouagadougou, au secteur 15 de l'arrondissement n°3. Cet atelier de recyclage sur les techniques d'animation et de communication en matière de lutte contre les IST/VIH/sida et la promotion de la santé sexuelle et reproductive a concerné 10 paires éducatrices. Cette formation a été organisée par l'Association liaison universelle pour le bien-être des enfants et des jeunes avec l'appui financier de solidarité sida entrant dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement des actions préventives et du suivi médical au profit de jeunes filles en situation de vulnérabilité face aux IST/VIH/SIDA.

Pour harmoniser les compréhensions sur les concepts et terminologies régulièrement rencontrés, le facilitateur a expliqué aux participants les définitions du VIH et du SIDA

suivi d'un éclaircissement sur les zones d'ombre des termes usuels en rapport avec les IST/SIDA à savoir les Maladies Sexuellement Transmissibles (MST), les Infections Sexuellement Transmissibles (IST), le Virus de l'Immunodéficience Humaine (VIH), le Syndrome d'Immunodéficience Acquise ou Syndrome Immunodéficient Acquis (SIDA), les liens entre VIH et SIDA et IST-VIH/Sida, et la notion de séropositivité. Il s'est aussi appesanti sur les voies de transmission et les moyens de prévention du VIH, les facteurs favorisant la transmission, les facteurs qui augmentent la vulnérabilité des Professionnelles du Sexe (PS) ont été présentés. En ce qui concerne les IST, les syndromes, les types d'IST, les complications chez la femme, chez l'homme et le nouveau-né, il a exposé avec des images de cas d'IST. Le formateur a aussi évoqué les nuances entre les IST courantes et le VIH/SIDA, le rôle des IST dans la transmission du VIH, l'effet de l'infection VIH sur les autres IST et le mécanisme de transmission des IST/VIH. En conclusion, il a indiqué que le comportement sexuel à risque (multi partenariat, non utilisation du préservatif) constitue le principal mode de transmission du VIH et des autres IST.



Le second module abordé a concerné les définitions relatives à l'IEC/CCCD. Selon le formateur, IEC signifie information, éducation et communication. Pour ce qui est de l'information, il a expliqué que cela consiste à faire passer un message, donner des renseignements, mettre au courant (SAVOIR). L'éducation quant à elle est le fait d'aider un individu ou groupe d'individus à acquérir de bonnes habitudes (SAVOIR ETRE). Et la Communication selon lui, peut être une causerie, un dialogue, des échanges entre deux ou plusieurs personnes (SAVOIR FAIRE). Les initiales CCCD signifient communication pour un changement de comportement durable. Les éléments du processus de communication notamment l'émetteur, le récepteur, le message, le canal, le code et le feedback ont également été présentés aux participantes. « *La réussite d'une bonne communication nécessite la prise en compte de certaines conditions qui sont entre autre la crédibilité, le contenu et le contexte du message, le code commun, la clarté et la compréhension du message* », a-t-il conseillé.

Des supports de communication comme le jeu sans tabou « jeu prends soin de toi ! » a été présenté aux participantes. C'est un jeu comportant différentes couleurs dont les couleurs blanche, noire, jaune, verte et marron abordant respectivement les thèmes suivants : « Connaître et prendre soin de son corps », « Réagir face aux violences », « Savoir dire non et savoir dire oui », « Jamais sans capote », « Et la grossesse...? », « Et le VIH-Sida...? ».

Le test de dépistage, la prise en charge et les méthodes contraceptives

Un troisième module a porté sur les avantages du test de dépistage du VIH, les différents types de résultats, la prise en charge communautaire de l'infection à VIH, les services de prise en charge et leurs composantes, et les acteurs de la prise en charge. De cette présentation, il est ressorti que le fait de connaître son statut sérologique permet de lever le doute, de mieux se protéger et de bénéficier le plus tôt possible d'un suivi médical en cas de résultat positif.



Après avoir défini la contraception, le formateur a laissé entendre que les méthodes contraceptives disponibles au Burkina Faso sont les méthodes naturelles, de barrières mécaniques et chimiques, hormonales, le dispositif intra utérin (DIU), la contraception chirurgicale volontaire (CCV). Par ailleurs, la pilule – le dispositif intra-utérin (DIU) selon le cas – le

condom – les spermicides et l'abstinence sont les méthodes adaptées pour les jeunes. Il a continué pour signifier que les méthodes de barrières mécaniques et chimiques telles que les condoms masculin et féminin, les spermicides, les méthodes hormonales, les pilules combinée et progestative ainsi que les méthodes naturelles comme le collier sont des méthodes contraceptives que la paire éducatrice peut distribuer. Mais les injectables, les implants sous cutanés, le dispositif intra utérin (DIU), la contraception chirurgicale volontaire sont des méthodes contraceptives pour lesquelles la PE doit référer. Aussi a-t-il expliqué aux participantes les cibles, les modes d'action et d'utilisation, les avantages et les inconvénients et le niveau d'efficacité des méthodes contraceptives. De même les conseils pour le suivi ont été relevés. Cependant, en dehors du condom, les autres méthodes ne protègent pas contre les IST/VIH/SIDA d'où la nécessité pour les jeunes filles de promouvoir l'utilisation correcte du préservatif lors des rapports sexuels.

Très satisfait de la formation à leur intention, les bénéficiaires ont témoigné leur reconnaissance aux responsables de l'ALUBJ et ont promis faire œuvre utile avec les connaissances reçues.

<http://www.infobf.net/component/k2/item/1267-plaidoyer-et-strategies-de-mobilisation-communautaire-des-decideurs-l-alubj-renforce-les-capacites-de-14-leaders>

Plaidoyer et stratégies de mobilisation communautaire des décideurs : L'ALUBJ renforce les capacités de 14 leaders Spécial

mardi, 26 février 2019 18:04 Écrit par Léopold Kaboré Publié dans [Société](#)



L'ALUBJ renforce les capacités de 14 leaders Quatorze (14) leaders d'associations de lutte contre le VIH/Sida viennent de voir leurs compétences se renforcer dans le domaine du plaidoyer et la mobilisation communautaire. L'initiative est de l'Association liaison universelle pour le bien-être des enfants et jeunes (ALUBJ).

Dans le cadre du renforcement des capacités des membres du bureau de l'ALUBJ et de ceux des coordinations provinciales dans le domaine du plaidoyer et des stratégies de mobilisation communautaire des décideurs pour la réussite des interventions de lutte contre le Sida dans les milieux à risque, la direction exécutive de l'association a initié une formation au profit de quatorze leaders d'associations de lutte contre le Sida dans le domaine du plaidoyer et de la mobilisation communautaire.

Il s'est aussi agi de permettre à ces acteurs d'être aptes à mener des actions de plaidoyer efficaces auprès des décideurs et acteurs clés des milieux à risque, et responsabiliser ces leaders formés pour mener des plaidoyers auprès des acteurs clés afin d'obtenir leur accompagnement dans la mise en œuvre du présent projet.



Au Burkina Faso, l'épidémie du VIH a touché presque toutes les couches sociales mais tend à se concentrer au sein des groupes à haut risque. Parmi les déterminants de la propagation du VIH/SIDA, la prostitution, par le partenariat multiple, les rapports sexuels non protégés occupe une place importante. Dans le milieu prostitutionnel, de nombreuses jeunes filles travaillant comme serveuses de bars et pratiquant le plus souvent clandestinement la prostitution sont

en quête perpétuelle d'argent pour assurer leurs dépenses quotidiennes.

Dans le cadre de leur travail, leur ignorance, la faible sensibilisation à leur endroit sur la sexualité responsable, la pauvreté de leurs familles, la fuite de responsabilité de certains parents en matière d'éducation sexuelle et la stigmatisation, sont autant de facteurs qui limitent leur accès aux ressources de santé.

C'est pourquoi, l'ALUBJ qui intervient dans la lutte contre le sida en milieu jeune et prostitutionnel a bénéficié d'un accompagnement de son partenaire la Fondation de France pour la réalisation d'un projet de renforcement des capacités des acteurs de terrain pour une intervention efficaces en matière de lutte contre les IST/VIH/ Sida au profit des jeunes évoluant dans le milieu prostitutionnel.

Pour le directeur exécutif de l'ALUBJ, Tiraogo Birba, l'épidémie du VIH a touché presque toutes les couches sociales et de nos jours, elle tend à se concentrer au sein des groupes à haut risque. Parmi ces groupes, l'on peut citer les travailleuses du sexe, les serveuses de bars, les orpailleurs, et les usagers de drogues.

Et pour venir à bout du phénomène, l'association a initié ce projet visant à renforcer les capacités des acteurs dans des domaines tels que le plaidoyer et les stratégies de mobilisation communautaire, les stratégies d'intervention en matière de lutte contre le Sida en milieu prostitutionnel, et les droits en matière de santé sexuelle et productives des jeunes.

Selon la Chargée de projet de l'ALUBJ CLéocadi Marie Awa Dayamba, le projet vient à point nommé parce qu'il contribuera à renforcer davantage les actions qu'ils mènent déjà en faveur des groupes vulnérables face aux IST/VIH/Sida. La particularité de ce projet selon elle, est qu' «il prend en compte le plaidoyer et les stratégies d'approches en milieu prostitutionnel ».

CLéocadi Marie Awa Dayamba, chargée de projets de l'ALUBJ

A la différence des autres actions, ajoute la chargée de projet, « les formations que nous réalisons sont le plus souvent à l'endroit des animateurs et animatrices ainsi que les paires éducatrices. Mais à travers ce projet, en plus des animateurs et paires éducatrices, les responsables des organes de direction à savoir les membres des Bureaux, les coordonnateurs provinciaux et ceux de la direction exécutive sont bénéficiaires des formations. C'est donc une complémentarité des actions pour plus

d'efficacité ». Au nom de l'ALUBJ, elle a remercié la Fondation de France pour son soutien.

Pour le représentant de la Mairie de l'Arrondissement N°3, cette initiative de l'Association liaison universelle pour le bien-être des enfants et des jeunes est à saluer. « Aujourd'hui beaucoup de jeunes pensent que le Sida n'est plus d'actualité et ils s'adonnent à des pratiques risquées. Les grossesses précoces élevées, le taux d'infection toujours élevé en milieu positionnel demande que la lutte contre le Sida soit toujours maintenue », assure le Conseiller Drissa Sonkondila.

« En choisissant donc de renforcer les capacités des leaders associatifs dans le domaine du Plaidoyer, je reste convaincu que les actions sur le terrain connaîtront d'énormes succès. Face à de telles initiatives, la Mairie de l'Arrondissement N°3 qui collabore déjà avec l'ALUBJ », conclut-il.

Le projet est initié à l'endroit des acteurs de terrain de deux associations à savoir l'ALUBJ et l'Association Wendso pour l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant (AWEFE). Sa mise en œuvre est prévue pour une durée de deux ans et les actions visent à offrir aux acteurs communautaires des compétences pour une meilleure intervention au profit des jeunes évoluant dans les milieux à risque dans deux localités du Burkina à savoir la région du Centre et celle du Centre-est.



Une vue des participants à la formation

A travers le projet, trois catégories d'acteurs de terrain verront leurs capacités se renforcer, avant d'être responsabilisés pour mener des actions visant à faciliter l'accès des jeunes aux questions en lien avec leurs droits en matière de santé, et aussi aux services de santé pour des consultations médicales suivies de prise en charge en cas d'infection. Et pour réussir ce projet et atteindre les résultats fixés, il faut non seulement une bonne maîtrise des approches et des stratégies d'intervention, mais aussi les actions initiées et proposées doivent être suffisamment structurées selon le directeur exécutif de l'ALUBJ.

«C'est pour atteindre cet objectif que ce premier atelier auquel vous avez pris part a été organisé. Durant le déroulement de cette formation, votre assiduité et votre participation active dans les échanges et partages d'expériences témoignent de votre engagement à apporter votre pierre dans les efforts pour une meilleure protection des jeunes filles et garçons évoluant dans les milieux à risque », a souligné Tiraogo Birba le directeur exécutif de l'association.

«Pour parvenir à des résultats probants dans la lutte contre le sida dans les milieux à risque, l'implication, l'adhésion et l'accompagnement des autorités locales, des responsables religieux et coutumiers, des acteurs clés à savoir les gérants des sites, s'avèrent très importants», a-t-il souligné.

Des mots de reconnaissance ont été adressés à l'endroit du maire de l'arrondissement N°3 de Ouagadougou pour son accompagnement. « Lorsque nous avons constaté que certains gérants de sites constituaient des obstacles pour l'avancée de nos actions en faveur des filles, la mairie nous a apporté son appui en adressant à l'ensemble des gérants une lettre invitant chacun à accompagner l'ALUBJ dans ses actions en faveur des jeunes filles. En plus de cela, nous avons été associé à la commission ad'hoc pour apporter notre contribution dans la recherche de solution pour la préservation de la santé de nos populations», a justifié Tiraogo Birba.

A tous les partenaires qui se mobilisent pour accompagner l'association dans l'atteinte de ses objectifs, des remerciements leur ont été adressés.

Léopold Kaboré (collaboration)

Infobf.net